



Distr.  
GENERALE  
T/OBS.4/35  
20 septembre 1957  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITION DE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN D'EBONDJI CONCERNANT  
LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE (T/PET.4/135)

Observations présentées par le Gouvernement du Royaume-Uni en  
sa qualité d'Autorité administrante

1. Les pétitionnaires sont des autochtones du Cameroun sous administration française qui se sont récemment installés au Cameroun sous administration britannique.
2. Tous les hommes adultes, y compris les immigrants, sont tenus de payer l'impôt. Il n'existe aucune mesure discriminatoire à l'encontre des immigrants, qui paient l'impôt au même taux que les personnes originaires du Cameroun sous administration britannique. On ne sait rien de Fosso Justin, mais si le montant de son impôt lui paraissait excessif, il aurait pu s'adresser aux tribunaux d'appel qui décident si le montant fixé à l'origine est équitable et correspond au revenu de l'intéressé.
3. Il est faux que les autorités du Cameroun sous administration française et celles du Cameroun sous administration britannique s'entendent pour "s'emparer de nous et nous renvoyer chez nos ennemis les Français". Les observations concernant M. Jean Paul Sendé ont déjà été présentées au Conseil de tutelle (T/OBS.4/33).

-----